

**Unité bidépartementale
Eure Orne**

Alençon, le 30 mars 2023

Nos références : 61 / 2023 – 053
Mél : ubdeo.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr
Tél : 02 33 32 50 93

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

AUGROS COSMETIC PACKAGING

ZA du Londeau
Rue de l'Expansion
61000 Cerisé

Code AIOT : 0005302487

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/03/2023 dans l'établissement AUGROS COSMETIC PACKAGING implanté ZA LA BRUYERE - BP 16 LE THEIL SUR HUISNE 61260 Val-au-Perche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée avec la participation du service départemental d'incendie et de secours (SDIS), afin de faire le point sur les actions engagées visant à mettre en conformité le site en ce qui concerne la défense incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUGROS COSMETIC PACKAGING
- ZA LA BRUYERE - BP 16 LE THEIL SUR HUISNE 61260 Val-au-Perche
- Code AIOT : 0005302487
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Augros Cosmetic Packaging (anciennement MSV) est spécialisée dans la fabrication d'accessoires de conditionnement de produits cosmétiques.

Le site du Val-au-Perche est spécialisé dans la décoration de pièces en plastique par laquage et métallisation sous vide. Les pièces en plastique sont des éléments constitutifs rentrant dans la fabrication de flacons de parfum et d'accessoires de produits cosmétiques. Il n'y a aucune transformation de pièces en plastique sur le site ou activité de remplissage des emballages fabriqués, celles-ci sont uniquement décorées.

Le site est soumis au régime de l'enregistrement pour la rubrique 2940 (application, cuisson, séchage de vernis peinture, apprêt, etc.) de la nomenclature des installations classées. Pour exercer ses activités, l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 octobre 2018 demeure en vigueur.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- défense incendie du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le 24 octobre 2022, un incendie détruit partiellement une ligne de vernissage robotisée (UV6). Une inspection réactive est réalisée le 9 novembre 2022 afin de comprendre le contexte de cet incendie et de faire le point sur le respect des prescriptions applicables. Plusieurs non-conformités ont été identifiées, avec demande de mise en œuvre d'actions correctives sous 3 mois (plan des zones à risques, actualisation de l'étude des dangers, prise en compte du REX de l'incendie, actualisation des consignes, etc.). Le rapport de l'inspection a été transmis le 21 novembre 2022. A ce jour, aucune réponse n'a été apportée.

Par ailleurs, un courrier complémentaire de l'inspection des installations classées du 9 décembre 2022 fait le point sur les moyens en eau disponibles en cas d'incendie sur le site et sollicite des actions de mise en conformité dans un délai de 2 mois.

Lors de cette inspection, l'exploitant a annoncé la mise en œuvre d'un plan d'actions en ce qui concerne la prise en compte du risque d'incendie sur le site. Ce plan intègre notamment les modifications suivantes :

- déplacement du local de préparation des vernis, en dehors du bâtiment de production ;
- création d'un mur coupe-feu le long du bâtiment annexe, sur la façade face au bâtiment de production ;
- déplacement de la réserve d'eau de 400 m³, qui se trouve actuellement dans les flux thermiques en cas d'incendie du magasin (stockage des produits finis et des emballages) ;
- prise en compte du retour d'expérience de l'incendie de la ligne UV6 en ce qui concerne la détection installée sur les lignes de production et ajout d'une extinction automatique ;
- réfection du réseau incendie armé (RIA) par le bouclage du réseau et l'ajout d'un surpresseur ;
- réflexions sur la mise en place d'une détection incendie au sein du magasin.

Il est prévu que les travaux puissent être réalisés en août et/ou en décembre 2023, lors des périodes d'arrêt de l'usine.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/10/2018, article 8.2.5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 08/10/2018, article 8.4.V	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modification des installations	Arrêté Préfectoral du 08/10/2018, article 1.6.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La défense incendie du site mérite d'être renforcée. L'exploitant doit notamment se mettre en conformité en ce qui concerne les besoins en eau d'extinction et tirer le retour d'expérience de l'incendie de la ligne UV6 de novembre 2022. L'inspection des installations classées propose de mettre l'exploitant en demeure sur les besoins en eau d'extinction.

Les modifications des installations envisagées dans le cadre du plan d'action présenté lors de cette inspection nécessiteront un dossier de porter à connaissance ainsi qu'une actualisation de l'étude des dangers du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2018, article 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En application des articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.</p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.</p> <p>Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats : Lors de cette inspection, l'exploitant a annoncé la mise en œuvre d'un plan d'actions en ce qui concerne la prise en compte du risque d'incendie sur le site. Ce plan intègre notamment les modifications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- déplacement du local de préparation des vernis, en dehors du bâtiment de production ;- création d'un mur coupe-feu le long du bâtiment annexe, sur la façade face au bâtiment de production ;- déplacement de la réserve d'eau de 400 m³, qui se trouve actuellement dans les flux thermiques en cas d'incendie du magasin (stockage des produits finis et des emballages) ;- prise en compte du retour d'expérience de l'incendie de la ligne UV6 en ce qui concerne la détection installée sur les lignes de production et ajout d'une extinction automatique ;- réfection du réseau incendie armé (RIA) par le bouclage du réseau et l'ajout d'un surpresseur ;- réflexions sur la mise en place d'une détection incendie au sein du magasin. <p>Les modifications envisagées nécessiteront la transmission d'un dossier de porter à connaissance, qui sera accompagné d'une actualisation de l'étude des dangers, en application des dispositions de l'article 1.6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2018, article 8.4.V
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.
Constats : Le local de stockage des vernis forme rétention et est conforme à l'alinéa IV de l'article 8.4 de l'arrêté. L'exploitant devra vérifier la suffisance du volume de cette rétention, en cas d'incendie (alinéa V). Il a été identifié que la hauteur de la rétention avait été réduite à 14 cm au niveau de la rampe d'accès dans le local.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2018, article 8.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). - d'une réserve d'eau d'au moins 740 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve d'eau, réalisée conformément aux dispositions du décret 2015-235 du 27 février 2015, dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m ³ /h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; [...]
Constats : En ce qui concerne les moyens en eau, la situation est la suivante : - présence d'un poteau incendie situé sur la voie publique, situé devant l'entrée ouest du site et présentant un débit de 74 m ³ /h ; - présence d'une réserve d'eau de 400 m ³ installée sur le site en 2019, mais située dans les flux thermiques modélisés en cas d'incendie du magasin situé à proximité malgré les modélisations réalisées dans le cadre de l'étude des dangers de 2016. La situation actuelle du site ne répond pas aux obligations de l'arrêté préfectoral et nécessite d'être renforcée. L'exploitant a présenté les grandes lignes d'un plan d'investissement comprenant des modifications des installations et le déplacement de la réserve incendie actuelle. Sur la base de ces nouveaux éléments un nouveau calcul des besoins en eau selon la méthodologie D9 devra être présenté. La réserve sera implantée en dehors des flux thermiques, selon les recommandations du règlement départemental (poteaux d'aspiration, voies d'accès, marquage au sol, etc.). En complément, le site disposant d'un local de stockage de liquides inflammables (vernis), le SDIS recommande de disposer d'une réserve d'émulseur sur le site afin de pouvoir éteindre une nappe enflammée. Les conditions (nature de l'émulseur, quantités, localisation, etc.) seront fixées en lien avec le SDIS. Le réseau de robinets incendie armés (RIA) du site n'est pas pleinement opérationnel, en raison de l'absence de maillage du réseau mais également du manque de pression, qui nécessite l'ajout d'un surpresseur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois